

COMMUNIQUÉ DE PRESSE RELATIF À LA DÉCISION DU CN

Le Conseil national refuse toute avancée sur le bien-être animal

BERNE – 15/12/2021. **Aujourd'hui, le Conseil national a sabordé aussi bien l'initiative contre l'élevage intensif que plusieurs propositions de compromis de la commission préparatoire. Les 80 millions d'animaux terrestres abattus chaque année en Suisse ne sont pas les seuls à souffrir de cette attitude de refus – les paysannes et paysans y perdent aussi.**

L'association « OUI à l'initiative contre l'élevage intensif » condamne fermement la décision prise aujourd'hui par le Conseil national. Après qu'en mai, le Conseil fédéral ait renvoyé un contre-projet à l'initiative déjà plus que timide au Parlement, le Conseil national ignore complètement la nécessité d'agir clairement identifiée par le gouvernement et refuse de faire le moindre effort pour renforcer la protection des animaux agricoles. Alors que la population se fait de plus en plus entendre sur les questions de bien-être animal et que la grande distribution réalise des ventes record de substituts de viande, les conditions de vie des animaux dans l'agriculture continuent de se dégrader.

LA DIGNITÉ DE L'ANIMAL EST UN PRINCIPE CONSTITUTIONNEL

La Constitution fédérale en vigueur reconnaît la dignité intrinsèque de tout être vivant. Comme l'admet le Conseil fédéral dans son message, ce principe est aujourd'hui insuffisamment mis en œuvre. C'est pourquoi l'initiative demande un hébergement et des soins respectueux pour tous les animaux, un accès régulier à l'extérieur, une taille maximale des groupes par étable ainsi qu'un abattage moins douloureux. Pour Philipp Ryf, codirecteur de la campagne de l'initiative, la résistance toute particulière du monde agricole est incompréhensible : « *Les paysannes et paysans veulent la meilleure vie possible pour leurs animaux. Aujourd'hui, cette volonté s'oppose à l'intense pression sur les prix qui est notamment causée par les produits bas de gamme venant de l'étranger. C'est pourquoi notre initiative prévoit une clause d'importation qui protège les exploitations agricoles suisses des produits bas de gamme de l'étranger* ».

LES REVENDICATIONS DE L'INITIATIVE SONT PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

La Suisse, en tant que pays d'herbages, est spécialisée dans l'agriculture cultivant le sol et avec des ruminants. Mais la tendance va dans la direction opposée : vers toujours plus d'animaux avec toujours moins d'espace et toujours plus d'aliments importés dans des usines à animaux qui pourraient tout aussi bien se trouver en zone industrielle. Aujourd'hui, un cochon de 100 kilos n'a que 0,9 m² pour vivre – soit 0,15 m² de plus que dans l'UE. Il est possible d'engraisser jusqu'à 27 000 poulets dans un hangar – ils doivent « produire » de la viande si rapidement qu'après seulement deux semaines, ils peuvent à peine se tenir sur leurs pattes. Pour Philipp Ryf, « *en fin de compte, la question fondamentale est simple : voulons-nous que tous les animaux de Suisse puissent mener une vie digne ? Qui dit « OUI » à cela, dit aussi « OUI » à l'initiative* ».

Lors de la session de printemps, le Conseil des États a encore la possibilité d'infléchir la décision insoutenable du Conseil national et de poser les jalons d'une agriculture tournée vers l'avenir.

CONTACT

Philipp Ryf, codirecteur de campagne Initiative contre l'élevage intensif

philipp.ryf@elevage-intensif.ch, 079 511 59 51